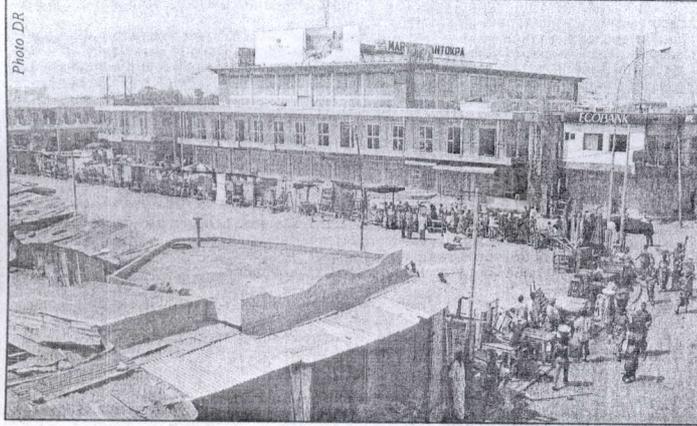


## Deux mois après le dernier braquage Le dispositif sécuritaire à Dantokpa laisse toujours à désirer

**Face aux braquages répétés du marché Dantokpa, nombreux sont les compatriotes qui s'interrogent sur la qualité du dispositif sécuritaire commis pour cette tâche. Et pour cause. Des sources très crédibles, on apprend que l'effectif des agents en faction sur place s'est réduit considérablement. Et si ces rumeurs se fondaient, l'opinion publique serait curieuse de savoir s'il s'agit d'un repli tactique ou un abandon de Dantokpa à son triste sort.**



*Avec cette affluente quotidienne à Dantokpa, des mesures sécuritaires plus hardies s'imposent*

Au lendemain du premier braquage survenu le 1<sup>er</sup> avril dans le marché Dantokpa en 2008, le gouvernement du Changement avait pris la résolution de faire intervenir les forces de l'ordre pour quadriller en permanence ce marché. Mais c'était sans mesurer la témérité et la détermination de ces hors-la loi qui une fois encore, le 21 novembre de la même année, ont réussi à déjouer les remparts et tenir pendant plusieurs heures, les forces de l'ordre en faction sur les lieux, loin des crépitements de leurs armes. A l'époque, des blessés il y en a eus assez tout comme des pertes en vies humaines. Et pourtant rien n'a semblé changer dans le plan de sécurité prévu pour ce haut lieu d'échanges. Au contraire, un tour sur les lieux permet de se rendre à l'évidence que chaque jour que Dieu fait, le nombre de soldats prévus pour cette cause diminue de jour en jour. C'est pourquoi depuis quelque temps, pour tirer la sonnette d'alarme, les usagers de ce marché scandent et confirment de plus en plus, les rumeurs qui font état de ce que le cordon sécuritaire mis en place pour veiller à la bonne marche de leurs activités se desserre et tend à disparaître. Or selon ces mêmes usagers, c'est le dé-

barquement de ces hommes en uniforme dans ce plus grand marché du Bénin qui continue de garantir la confiance des opérateurs économiques pour investir dans les transactions locales. Évoquant donc ce constat que l'insécurité n'est toujours pas circonscrite, certains hommes d'affaires seraient déjà prêts à délocaliser leurs activités pour d'autres lieux, nous apprend-on. Une situation qui certainement ne reste pas sans incidence sur le chiffre d'affaires de ce marché. Approchée, Aïssé Mognan, vendeuse de tissus, a déclaré : «Le relâchement auquel nous assistons dans l'appareil sécuritaire de notre marché est pareil à celui constaté quelques jours avant la deuxième forfait sur la Diamond Bank, il y a deux mois. Certes, il y a un effort et un engagement qui se manifestent aux premières heures de chaque braquage. Mais malheureusement, cet effort s'effrite rapidement comme ce à quoi nous assistons depuis deux semaines, avec le desserrement du boulot sécuritaire installé depuis le 21 novembre dernier». Abondant dans le même sens, sa voisine Pélagie pense qu'il est impérieux de revoir tout le système car la situation telle qu'elle se présente, à ses

dières, ne peut prévenir encore moins contenir une éventuelle attaque. Très outrée par le silence quelque peu coupable des autorités en charge de la sécurité nationale, elle estime qu'il est grand temps que l'appareil gouvernemental prenne ses responsabilités. A commencer d'abord selon elle, par l'équipement des agents en faction dans les lieux sensibles tels que le marché Dantokpa, d'armes sophistiquées afin de mieux décourager ses hors-la loi. La sécurité étant avant tout, une affaire de tous, nombreux sont ces commerçants qui n'entendent pas marchandiser leurs contributions à l'Etat pour atteindre cet objectif commun. Celui de réduire considérablement ce phénomène qui de plus en plus gagne du terrain au Bénin. Il revient donc aux dirigeants de songer également au renforcement et au maintien en permanence de cette ceinture sécuritaire et de négocier des bourses d'études pour plusieurs agents sur la question. Et dans la foulée, même un projet de clôture du marché ne sera pas de trop. L'émergence de l'économie béninoise en dépend.

*Aziz Fondo (Coll)*

## Flagrant délit de vol en plein midi à Guinomey 2 voleurs arrêtés et un appareil Vcd récupéré

Il sonnait 14h ce jeudi 29 janvier 2009 à Guinomey, quand une moto se gara devant une boutique spécialisée dans la vente d'appareils électroniques qui ouvre sur la voie pavée St Michel-Bethesda à quelques mètres de la mosquée de Jonquet. Tadjjo, le gérant de la boutique, très occupé parce que s'échinant à satisfaire un client, entendit se produire des bruits devant la montagne d'appareils Vcd/Dvd et de postes radio disposés devant sa boutique. Poussé par la curiosité de découvrir la cause de ces bruits peu ordinaires tant la simultanéité de ces bruits et la voix d'un homme

qui criait «mets la moto en marche» est assez suspecte, Tadjjo, accompagné de son frère, bondit de l'intérieur de la boutique. Ils virent, à leur sortie, deux individus sur une moto dont l'un portant dans ses mains un lecteur Vcd, prêts à détalé. Tadjjo comprit alors qu'il venait de se faire cambrioler. Il se jeta aussitôt sur l'individu détenant le butin et appela au secours. Alertés, ses voisins lui vinrent à la rescousse et l'aiderent à immobiliser les deux voleurs pris en flagrant délit. Après leur avoir donné une correction, ils les conduisirent chez un notable respecté du quartier. Interrogé sur les mesures à pren-

dre pour sanctionner ces deux voleurs, Tadjjo après avoir affirmé sa satisfaction par rapport à son bien récupéré, resta évasif. Mais, étant donné que nous sommes dans un Etat de droit, Tadjjo aurait été plus prudent et légaliste en conduisant dans un poste de police ces deux vils individus. Il est utile de noter que, face au perfectionnement qui se remarque de plus en plus dans les méthodes adoptées par les voleurs, l'une des mesures appropriées que peuvent prendre les populations, sera de rester désormais très vigilantes.

*Allégresse Sassé (Stag)*

## Conseils départementaux de la consommation Les membres de l'Atlantique et de l'Ouémé requinqués

La concentration des actions de la Ligue pour la défense des consommateurs du Bénin (Ldcb), à un point national et l'inefficacité de certaines structures étatiques en charge du contrôle de la qualité des biens et des services sont autant de facteurs qui ont favorisé le déversement dans les départements de l'Atlantique-Littoral et de l'Ouémé - Plateau, des produits impropres à la consommation. Et c'est pour corriger ces tarres que deux mois après l'installation des conseils de consommation dans les douze départements du pays, les responsables de la Ldcb, ont initié à l'intention de certains de ces membres, hier 29 janvier 2009 au Codiam, un atelier de renforcement de capacité sur le «Consumérisme et le contrôle citoyen de l'action publique. Dans son dis-

cours introductif, le président de la Ldcb, Romain Ablié Houéhou a rappelé les objectifs de sa structure qui somme toute visent selon lui à garantir un environnement sain capable d'imposer sa marque aux différents produits soumis aux consommateurs. Il s'agit, a-t-il dit, entre autres d'œuvrer pour la protection du pouvoir d'achat des consommateurs, d'éveiller la conscience des consommateurs sur leurs droits et responsabilités et de promouvoir l'utilisation des sources d'énergies renouvelables. Revenant sur l'atelier de renforcement, il s'est dit persuadé que l'importance des deux modules de formation qui seront présentés suscitera des discussions approfondies, constructives et fructueuses pour qu'à la fin des deux jours d'échanges, chacun des membres des con-

seils départementaux de la consommation soit à même de jouer un rôle en faveur de la protection des consommateurs et de la bonne gouvernance au niveau local. Procédant à l'ouverture officielle des travaux, le préfet de l'Atlantique-Littoral, Jules Honorat Hessou, a pour sa part rappelé la nécessité d'avoir des structures bien adouées capables de vite prendre en compte les préoccupations des populations et de bien les sensibiliser sur leurs droits en consommation. Il a pour ce faire invité les participants à approfondir leurs réflexions afin de combler les attentes. Notons que cette initiative est financée par le programme Oscar à l'issue du 2<sup>ème</sup> appel à proposition auquel la Ldcb a soumis, en partenariat avec l'Ong Alcer.

*A. F. (Coll)*

## Stationnement anarchique des camions gros porteurs

### Un danger qui couve

**Les rues de Cotonou sont partout obstruées par des camions gros porteurs qui empêchent souvent la libre circulation. Pendant que les autorités compétentes hésitent à y trouver une solution, beaucoup sont les usagers qui continuent de perdre la vie.**

Dans tous les quartiers de Cotonou, vous trouverez garés, des camions gros porteurs. Ces véhicules se retrouvent souvent en pleine chaussée et ce, au grand dam des riverains et autres usagers. Ce fait aujourd'hui est un danger qui malheureusement est négligé. En effet, chaque jour, il survient un peu partout des accidents dus à ces stationnements. Tantôt, ce sont les Zémidjans qui en sont victimes tantôt, ce sont les camions eux-mêmes qui entrent en collision. Pour M. Ouro-Djeri Amidou, délégué du quartier Zongo-Lima, que nous avons rencontré, les problèmes sont encore plus nombreux. Selon ses propos, l'insécurité va grandissante à cause de ces camions. En effet, les conducteurs de ces camions et leurs apprentis rodent dans le quartier jusqu'à des heures tardives. On ne fait donc plus la différence entre ces derniers et les bandits. Aussi, ces derniers font ce qu'ils veulent dans les ruelles du quartier : ils se lavent là, ils dorment là et certains vont même jusqu'à se livrer à des actes sexuels. Il est à noter aussi les bordures des pavés qui sont toutes enlevées et le gaz d'échappement qui pollue l'air. Il y a pourtant dans la zone, en plus des habitations, des écoles. Au vu de toutes ces préoccupations, le conseil du quartier compte se réunir ce samedi pour définir la conduite à tenir. Selon M. Ouro-Djeri, ils comptent rencontrer les autorités du Port, ensuite celles de l'arrondissement et si aucune solution n'est trouvée, ils iront jusqu'à la mairie, et s'il le faut dans les instances du gouvernement. A contrario, pour les syndicats de transporteurs, ils ne bougeront pas, à moins qu'on leur trouve un

espace approprié pour leur stationnement. Pour le chargé de la sécurité routière au Fetrice, Benin, Amadou Boni, c'est la bande de 200 mètres, réclamée par les agents de la Sobemap qu'il faut leur donner. Pour lui, les agents de la Sobemap n'en ont rien à faire. «Si on veut nous ennuier, nous allons marcher, nous allons bloquer toutes les voies avec les camions et on verra», disait-il. Les syndicalistes s'indignent aussi du fait qu'ils payent toutes les taxes, mais personne ne se préoccupe d'eux. La seule solution, selon eux, c'est qu'on leur construise un parc qui sera

géré par eux et pour eux-mêmes. Mais dans ce flou, ce sont les «Zémidjan» qui en payent le plus les frais. Ces derniers assistent impuissants, selon M. Abdoulaye Orou, l'un d'entre eux, à leur propre extermination. Selon lui, lorsqu'il y a des accidents, leurs vêtements jaunes font que personne ne les considère. Pour lui, il faut faire dégager ces camions des grandes artères. Mais quoi qu'il en soit, chacun reste campé sur sa position, prêt à susciter des émeutes mais les victimes s'accumulent de jour en jour.

*Didier Kassarate (Stag)*



*La réaction du ministre Nicaise Fagnon vivement attendue*

## BLAGUE

- Un jour un mec totalement bourré sort d'un café et voit un bonhomme, le mec se jette sur le bonhomme et commence à la tabasser. La soeur est totalement KO et le mec dit :  
- Franchement BATMAN j'crois que tu étais plus fort que ça